

Mesdames et Messieurs,

Chers amis,

Je veux d'abord vous remercier tous de votre présence ici, du temps et de l'énergie que vous avez consacrés à ce sujet et de la qualité des interventions que nous avons entendues.

Ma gratitude va aussi aux organisateurs de ces journées et aux différents partenaires qui l'ont rendue possible, autour de ma Fondation : Tara expéditions, Surfrider Foundation et la Fondation M'.

Vous l'aurez constaté en découvrant ce Yacht Club qui nous accueille aujourd'hui : à Monaco, la mer est une réalité omniprésente. C'est sans doute l'une des raisons qui explique notre préoccupation pour son avenir. Mais ce n'est pas la seule.

Si l'avenir de la Méditerranée, et au-delà de toutes les mers, nous tient à cœur, c'est surtout parce que nous connaissons leur importance pour les hommes.

Les mers sont le berceau de notre vie, elles conditionnent les grands équilibres biologiques du monde, elles portent la plupart des échanges économiques mondiaux, elles offrent d'irremplaçables sources de nourriture, elles recèlent en outre des potentialités énergétiques, alimentaires et sanitaires considérables.

L'humanité a besoin de mers vivantes. En dépendent notre alimentation, notre santé, notre climat, notre environnement, notre avenir.

Aussi, s'attaquer à la pollution plastique en Méditerranée, ce n'est pas seulement se battre contre un problème ponctuel, localisé, circonscrit : c'est avant tout reconnaître une responsabilité collective qui s'incarne dans de nombreux défis que vos débats ont rappelés.

C'est tout d'abord la responsabilité de mettre un frein à la pollution tellurique qui est la première source d'accumulation du plastique en mer, en mettant en œuvre, en amont, des technologies nouvelles. Il y a là une piste essentielle - aujourd'hui la plus efficace - pour lutter contre les pollutions plastiques.

C'est un enjeu sur lequel gouvernements, entreprises et individus peuvent en outre facilement se retrouver, pour peu que chacun accepte d'assumer ses responsabilités. Car chacun peut agir à son niveau et je suis sûr que de plus en plus d'acteurs veulent agir.

Encourager les politiques de recyclages, développer une économie plus circulaire, favoriser le tri des déchets, limiter leur production : autant de pistes que nous connaissons et dont nous savons l'efficacité.

C'est pourquoi nous prenons à Monaco des mesures importantes en ce sens.

Dès l'an prochain, la distribution des sacs en plastique à usage unique sera interdite. Cette interdiction sera précédée d'une phase transitoire, destinée à sensibiliser, inciter et accompagner les différents acteurs locaux, afin qu'ensemble ils adhèrent à cet objectif.

Au plus tard en 2019, les produits alimentaires tels que les fruits, les légumes et les confiseries devront être conditionnés dans des sacs en papier recyclé ou issu de forêts gérées durablement. Dès le 1^{er} janvier 2020, ce sont tous les ustensiles de cuisine jetables en matière plastique qui seront interdits, sauf s'ils sont constitués de 40% au moins de matériaux d'origine végétale.

Nous devons souhaiter que de telles décisions se généralisent. Il ne manque souvent pour cela qu'une prise de conscience : celle-ci viendra, j'en suis sûr, de la mobilisation de nos contemporains et des sociétés civiles. Notre réunion d'aujourd'hui, comme de nombreuses initiatives qui ont été évoquées, y contribue directement.

Parmi celles-ci figurent, bien entendu, les campagnes scientifiques, qui permettent régulièrement, depuis près de vingt ans, d'alerter sur une menace largement ignorée.

Sans l'apport décisif des scientifiques, sans leur inlassable travail de collecte et d'analyse d'informations, sans leur volonté d'identifier les mécanismes d'accumulation du plastique et les moyens d'y remédier, nous ne pourrions pas agir. C'est pourquoi leur contribution doit être encouragée et c'est la raison pour laquelle mon Pays et ma Fondation ont choisi d'accueillir et de soutenir plusieurs initiatives scientifiques en faveur de la connaissance et de la préservation des mers.

Sans les citer toutes, Je voudrais évoquer Tara, dont ma Fondation s'honore d'être partenaire et qui a accompli l'an dernier un travail important de collecte et d'analyse des plastiques en Méditerranée.

Je voudrais également évoquer la Monaco Blue Initiative, ce think tank que j'ai créé en 2010 afin de réunir chaque année des décideurs politiques, des défenseurs de l'environnement, des acteurs économiques, mais aussi des scientifiques, pour un dialogue ouvert et lucide sur les grands enjeux des mers et sur leur avenir.

Ensemble, nous tâchons notamment d'identifier les moyens de favoriser une gestion responsable de ce patrimoine partagé.

Je crois à cet égard que toutes les mesures visant à améliorer la gestion des mers et à le faire au nom de principes collectifs, dans le cadre des Nations-Unies notamment, doivent être encouragées.

Je pense aux travaux sur la Convention de Montego Bay actuellement en cours, bien sûr, mais aussi au projet d'adoption d'un objectif de développement durable pour l'océan mondial, objectif récemment proposé par le groupe de travail ouvert des Nations-Unies, à la suite des travaux du SDSN auxquels j'ai participé.

A un niveau plus local, les initiatives doivent également être soutenues, en particulier les aires marines protégées, que nous devons développer. Ces solutions de gestion durable offrent aujourd'hui des outils efficaces de préservation de certaines zones, comme nous le constatons à Monaco avec la réserve du Larvotto, créée il y a quarante ans.

La Méditerranée, plus qu'aucune autre mer, doit voir se multiplier de telles initiatives aux nombreux effets positifs pour les mers et leurs équilibres, comme pour les populations riveraines. C'est notre responsabilité, je le disais, face aux périls qui menacent notre mer.

Mesdames et Messieurs, chers amis,

Au moment de clore cette journée passionnante et, je crois, riche d'espoir, je voudrais finalement insister sur ce qui est à mon sens l'un des grands défis de ce siècle : la mise en place de solutions technologiques alternatives, qui nous permettront notamment de sortir de la spirale des hydrocarbures et de leurs dérivés plastiques.

Bien entendu, la sortie d'une économie carbonée ne sera pas immédiate. Mais des solutions existent déjà, qui nous ont été présentées aujourd'hui, notamment des matières organiques biodégradables. De plus en plus, elles offrent une alternative crédible, qui a certes un coût économique immédiat, mais dont le coût écologique à long terme est sans commune mesure avec celui du pétrole.

Je me réjouis à cet égard de la volonté d'approfondir les travaux de ce jour dans le cadre d'une task force dont j'appelle de mes vœux la constitution.

Je me réjouis également que la thématique abordée soit discutée largement au-delà de la Méditerranée, comme en témoigne la réunion organisée par la Global ocean commission et l'ISU qui se tiendra la semaine prochaine à Washington. Elle aura à connaître les conclusions de nos travaux, qui seront communiquées par la branche américaine de ma Fondation.

Notre devoir est d'encourager toutes ces solutions, par tous les moyens : par les décisions politiques, par le travail scientifique et par la mobilisation des acteurs de la société civile, qu'il s'agisse des entreprises qui doivent trouver là une nouvelle rentabilité, ou des consommateurs qui revendiquent une nouvelle responsabilité.

Ainsi nous ne lutterons pas seulement contre la pollution plastique de nos mers, mais aussi contre le réchauffement qui les affecte et les acidifie.

La mer Méditerranée, qui nous réunit aujourd'hui, trace de la sorte des perspectives pour toute la Planète.

Permettez-moi de conclure en me référant à ces mots d'Albert Camus, enfant de cette Méditerranée, qui écrivait : « J'admire qu'on puisse trouver au bord de la Méditerranée des certitudes et des règles de vie, qu'on y satisfasse sa raison et qu'on y justifie un optimisme. »

Je vous remercie.